



Infomat

Revue hebdomadaire

Le vendredi 17 novembre 2000

APERÇU

◆ La construction non résidentielle affiche son meilleur résultat mensuel en 11 ans

La valeur des permis de construction délivrés par les municipalités s'est accrue de 1,2 % en septembre. Le secteur non résidentiel a enregistré son meilleur résultat mensuel depuis août 1989. Un recul de la construction de logements a freiné la hausse globale.

◆ Les investisseurs profitent d'une forte hausse de leur revenu de placements

Le revenu de placement total déclaré par les épargnants et les investisseurs a augmenté de 12,2 % en 1999. Les investisseurs sont en grande partie à l'origine de cette hausse, leur revenu de placements ayant grimpé de façon considérable. Quant au nombre de déclarants ayant reçu un revenu de placements, il s'est accru de 5,2 %.

◆ La valeur des services financiers connaît une croissance plus faible

En 1998, les intermédiaires financiers de dépôt ont produit des services dont la valeur s'est chiffrée à 41,6 milliards de dollars, en hausse de 0,8 % par rapport à 1997. Ils n'ont pas été à l'abri de la turbulence dont ont été témoins les marchés financiers mondiaux à la fin de 1998.

◆ Les dépenses de consommation contribuent à la croissance du secteur des services

Au deuxième trimestre, la production dans le secteur des services a progressé à un rythme appréciable de 0,9 %, en partie sous l'effet de la hausse des dépenses de consommation. Celles-ci ont enregistré leur plus forte augmentation depuis le premier trimestre de 1997.

◆ Les Canadiens se sentent en sécurité

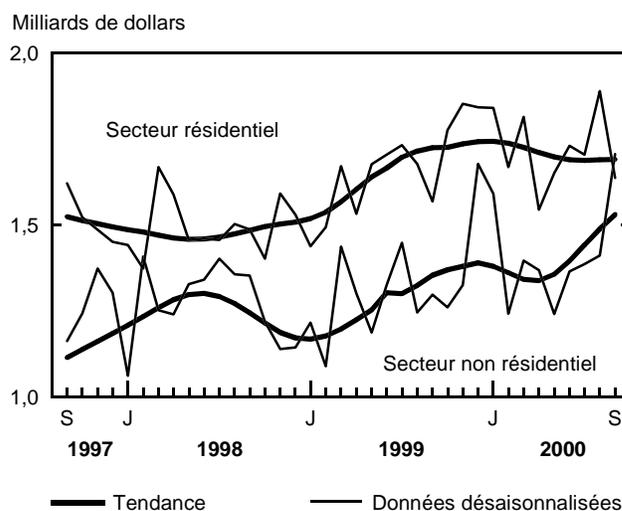
Globalement, les Canadiens se sentent plus en sécurité, 91 % s'étant dits satisfaits de leur sécurité personnelle en 1999, contre 86 % en 1993. Un Canadien sur quatre a été victime d'au moins un crime, une proportion semblable à celles qui ont été observées en 1993 et en 1988.

La construction non résidentielle affiche son meilleur résultat mensuel en 11 ans

Les municipalités ont délivré pour 3,3 milliards de dollars de permis de construction en septembre, en hausse de 1,2 % par rapport à août. Les projets de construction non résidentielle ont fortement progressé, affichant leur meilleur résultat mensuel depuis août 1989. Par contre, après un excellent résultat en août, les projets de construction résidentielle ont reculé, en raison surtout d'un net repli du côté des logements multifamiliaux.

En septembre, la valeur des permis de construction non résidentielle s'est accrue de 20,8 % pour atteindre 1,7 milliard de dollars, en hausse pour un quatrième mois d'affilée. Les projets commerciaux ont progressé de 16,5 % après avoir fléchi en août, grâce surtout à la construction d'entrepôts et d'immeubles à bureaux. Un projet pour une grande usine dans la région de St. Catharines-Niagara a contribué à propulser de 25,8 % l'ensemble de la composante industrielle. Les projets institutionnels ont augmenté de 24,3 %, à la faveur d'un bond considérable des projets de construction d'établissements universitaires en Ontario. Il s'agit du meilleur résultat mensuel cette année dans la composante institutionnelle.

Valeur des permis de construction



(suite à la page 2)



... La construction non résidentielle affiche son meilleur résultat mensuel en 11 ans

Dans le secteur résidentiel, par contre, la valeur des projets de construction a diminué de 13,4 % en septembre, pour descendre à 1,6 milliard de dollars. Un repli de 34,2 % a ramené les projets de construction de logements multifamiliaux à 429 millions de dollars, après une poussée importante en août. La valeur des permis de construction de logements unifamiliaux a également fléchi, reculant de 2,4 % pour s'établir à 1,2 milliard de dollars. Parmi les provinces, les baisses les plus marquées en dollars sont survenues en Colombie-Britannique et en Ontario. Seuls le Québec, le Manitoba et Terre-Neuve ont enregistré une hausse des projets de construction résidentielle.

De janvier à septembre, la valeur totale des permis de construction a enregistré son meilleur résultat pour les neuf premiers mois d'une année depuis 1989. Les projets ont totalisé 28,2 milliards de dollars, en hausse de 8,2 % par rapport à la même période de neuf mois en 1999.

Stimulée par la construction de logements unifamiliaux et multifamiliaux, la valeur cumulative des permis dans le secteur résidentiel a monté de 6,8 % pour se fixer à 15,5 milliards de dollars. Cela constitue son meilleur résultat pour la période de janvier à

septembre depuis 1989. L'Ontario et le Québec ont enregistré les croissances les plus fortes en dollars, en grande partie grâce à l'accroissement des projets de construction de logements unifamiliaux dans les régions métropolitaines de Toronto et de Montréal.

Le secteur non résidentiel a gardé son élan. Depuis le début de 2000, la valeur des permis de construction non résidentielle a atteint 12,7 milliards de dollars, en hausse de 10,0 % par rapport à la période de janvier à septembre 1999. Il s'agit du meilleur résultat pour les neuf premiers mois d'une année depuis 1989. Chacune des trois composantes a progressé. Parmi les provinces, les hausses les plus marquées en dollars sont survenues en Ontario et en Alberta. En Ontario, le faible taux d'occupation des locaux commerciaux dans la région d'Ottawa a provoqué une forte hausse de la valeur des permis pour les immeubles à bureaux. En Alberta, c'est la région métropolitaine de Calgary qui a joué un rôle dominant. Par ailleurs, la région de Montréal a connu une hausse significative du côté des projets d'usines de fabrication.

*Le numéro de septembre 2000 de **Permis de bâtir** (64-001-XIB, 19 \$ / 186 \$) vient de paraître. Pour plus de renseignements, communiquez avec Étienne Saint-Pierre au (613) 951-2025 (courriel : saineti@statcan.ca), Division de l'investissement et du stock de capital.*

Les investisseurs profitent d'une forte hausse de leur revenu de placements

De 1998 à 1999, le nombre de Canadiens qui ont déclaré un revenu de placements a augmenté, tout comme le montant du revenu reçu. Ainsi, environ 7,9 millions de déclarants ont indiqué, dans leur déclaration de revenus de 1999, avoir reçu un revenu de placements, en hausse de 5,2 %. Quant au montant total reçu qui a été déclaré, il s'est accru de 12,2 % pour atteindre 29,9 milliards de dollars. Ces deux taux de croissance sont les plus élevés depuis 1995.

Les investisseurs sont à l'origine de la majeure partie de la hausse du revenu de placements. Leur nombre et leur revenu de placements ont tous deux grimpé considérablement en 1999.

Note aux lecteurs

Les bénéficiaires d'un revenu de placements sont des épargnants ou des investisseurs. Un épargnant est un déclarant qui a indiqué recevoir un revenu d'intérêts de sources canadiennes ou un revenu d'intérêts ou de dividendes de sources étrangères. Un investisseur est un déclarant qui a indiqué recevoir un revenu de dividendes de sociétés canadiennes imposables. Il peut aussi avoir reçu un revenu d'intérêts. Le revenu de placements correspond aux revenus d'intérêts et de dividendes qui proviennent d'investissements dans des véhicules sans privilège fiscal. Tous les chiffres sont rajustés en fonction du taux d'inflation tel qu'il est mesuré par l'Indice des prix à la consommation.

Investisseurs, 1999

	Nombre de personnes déclarant des dividendes	Variation annuelle en %	Revenu de placements (millions de dollars)	Variation annuelle en %
Canada	3 096 120	24,0	21 296,6	17,4
Terre-Neuve	33 500	84,6	106,1	33,4
Île-du-Prince-Édouard	13 720	57,0	57,7	22,6
Nouvelle-Écosse	85 240	28,9	524,6	21,7
Nouveau-Brunswick	59 810	49,5	292,2	28,7
Québec	661 960	26,0	4 165,8	14,7
Ontario	1 254 010	23,9	9 151,6	19,0
Manitoba	120 140	18,0	618,3	14,2
Saskatchewan	116 110	20,4	544,9	18,6
Alberta	330 720	18,5	2 603,0	12,7
Colombie-Britannique	415 260	20,5	3 205,7	19,3
Yukon	2 740	42,7	13,8	-18,1
Territoires du Nord-Ouest	2 330	36,3	10,7	17,4
Nunavut	580	13,7	2,3	0,4

Environ 3,1 millions de déclarants ont indiqué avoir reçu un revenu de dividendes, en hausse de 24,0 % par rapport à 1998. Parallèlement, leur revenu de placements s'est accru de 17,4 % pour atteindre 21,3 milliards de dollars. Ces progressions sont les plus prononcées des années 1990.

Parmi les provinces et les territoires, Terre-Neuve a enregistré les hausses les plus marquées du nombre de bénéficiaires de dividendes (+ 84,6 %, pour atteindre près de 34 000) et du revenu de placements (+ 33,4 %, pour se situer à 106,1 millions de dollars). Les investisseurs du Yukon ont été les seuls à déclarer une baisse du revenu de placements (- 18,1 %), celui-ci étant passé de 16,5 millions de dollars en 1998 à 13,8 millions de dollars en 1999.

Pour sa part, le nombre d'épargnants a chuté de nouveau en 1999, régressant de 4,2 % pour s'établir à 4,8 millions. Toutefois, le revenu d'intérêts a progressé de 1,2 % pour atteindre 8,6 milliards de dollars. Le recul du nombre d'épargnants s'inscrit dans la tendance à la baisse amorcée en 1991. Exceptionnellement en

(suite à la page 3)

... Les investisseurs profitent d'une forte hausse de leur revenu de placements

1995, le nombre d'épargnants et leur revenu d'intérêts avaient connu une forte hausse, suivant en cela le taux de la Banque du Canada, qui était passé de 5,8 % en 1994 à 7,3 % en 1995.

Les banques de données sur les épargnants (17C0009, prix variables), les investisseurs (17C0007, prix variables) et le revenu de placements (17C0008, prix variables) sont offertes pour le

Canada, les provinces et les territoires, les villes, les régions métropolitaines de recensement, les divisions de recensement ainsi que pour les régions aussi petites que les régions de tri d'acheminement (les trois premiers caractères du code postal) et les itinéraires de facteur. Pour plus de renseignements, communiquez avec le Service à la clientèle au (613) 951-9720 (télécopieur : (613) 951-4745; courriel : saadinfo@statcan.ca), Division des données régionales et administratives.

La valeur des services financiers connaît une croissance plus faible

Les intermédiaires financiers de dépôt ont produit des services dont la valeur s'est chiffrée à 41,6 milliards de dollars en 1998, en hausse de 0,8 % par rapport à la valeur révisée de 41,3 milliards de dollars produite en 1997. Cette croissance a été atténuée par l'incertitude des marchés financiers mondiaux au quatrième trimestre de 1998, particulièrement en Asie, en Europe de l'Est et en Amérique latine.

Dans l'ensemble, en 1998, le revenu net d'intérêts a régressé de 0,4 % pour se situer à 23,9 milliards de dollars. Les taux d'intérêt à court terme plus élevés, conjugués aux préférences des consommateurs pour des investissements leur procurant un meilleur rendement, ont contribué à exercer une pression sur la marge nette sur les intérêts. L'instabilité des marchés financiers d'outre-mer et la croissance des activités de titrisation ont également joué un rôle dans la baisse du revenu net d'intérêts.

Toutefois, la décroissance du revenu net d'intérêts a été compensée par la hausse de 2,5 % du revenu autre que d'intérêts, qui s'est chiffré à 17,8 milliards de dollars. Les investisseurs ont dévié leurs placements vers des obligations gouvernementales de premier rang et d'autres titres sécuritaires, réduisant la valeur des titres négociés à la Bourse et leur volume de vente. Cela a nui au revenu autre que d'intérêts, puisque la majeure partie des revenus générés par les services d'investissements et la négociation de valeurs se retrouvent dans cette catégorie. Mais la part du revenu autre que d'intérêts a continué de croître, passant de 42,0 % de la

Note aux lecteurs

Les intermédiaires financiers de dépôt sont les banques à charte, les sociétés de fiducie, les caisses populaires et les caisses d'épargne et de crédit. La valeur des services produits au Canada est égale à la somme du revenu net d'intérêts et du revenu autre que d'intérêts et ne correspond pas au concept de frais de services. Le revenu net d'intérêts représente l'écart entre les revenus d'intérêts et les frais d'intérêts. Le revenu autre que d'intérêts représente les revenus provenant des activités de courtage et d'autres services reliés aux valeurs mobilières, des frais de crédit, des revenus d'opérations sur les marchés mobiliers, des frais de services sur les dépôts et paiements, des frais de gestion des fonds communs de placements, des services de cartes de crédit, des opérations de change, de l'assurance, des activités de titrisation, des revenus intersectoriels, etc.

valeur des services produits en 1997 à 42,7 % en 1998. Cela reflète l'élargissement de la gamme des services des intermédiaires financiers de dépôt en dehors de leurs activités traditionnelles.

Les services bancaires de détail sont demeurés le pilier dominant des intermédiaires de dépôt en 1998, la valeur des services produits ayant dépassé celle attribuée à chacun des autres principaux champs d'activité. La valeur des services bancaires de détail produits par les intermédiaires financiers de dépôt s'est établie à 28,2 milliards de dollars en 1998, en hausse de 1,5 % par rapport à l'année précédente. Ces services ont généré 67,7 % de la valeur totale des services produits en 1998.

Valeur des services produits par les intermédiaires financiers de dépôt, 1998

	Revenu net d'intérêts		Revenu autre que d'intérêts		Valeur des services produits au Canada		Part de la valeur des services produits	
	Millions de dollars	Variation annuelle en %	Millions de dollars	Variation annuelle en %	Millions de dollars	Variation annuelle en %	%	Variation annuelle en points de %
Valeur totale	23 859	- 0,4	17 753	2,5	41 612	0,8	100,0	0,0
Services bancaires de détail	20 434	- 0,1	7 732	6,0	28 166	1,5	67,7	0,5
Services de financement des grandes entreprises et des institutions	1 578	- 11,1	1 802	6,2	3 380	- 2,6	8,1	- 0,3
Services financiers électroniques	488	1,5	1 414	13,3	1 902	10,0	4,6	0,4
Trésorerie et services bancaires d'investissement	1 289	4,9	6 214	- 6,2	7 503	- 4,4	18,0	- 1,0
Services fiduciaires	70	180,0	591	30,2	661	38,0	1,6	0,4

(suite à la page 4)

... La valeur des services financiers connaît une croissance plus faible

Les services financiers électroniques ont poursuivi leur expansion grâce à une utilisation accrue des nouveaux modes de livraison électronique tels que les guichets automatiques, les cartes de débit et les services bancaires par téléphone et par ordinateur. Ainsi, la valeur des services financiers électroniques a progressé de 10,0 % par rapport à 1997. De plus, l'importance de ces services, à l'intérieur du portefeuille d'activités des intermédiaires financiers de dépôt, est passée de 4,2 % en 1997 à 4,6 % en 1998.

Les services fiduciaires ont fait l'objet d'une demande soutenue en 1998, la valeur des services produits ayant grimpé de 38,0 % par rapport à 1997. Ces services représentaient 1,6 % de la valeur totale des services des intermédiaires financiers de dépôt, en hausse par rapport à la proportion de 1,2 % observée en 1997. Fait à signaler, 89,4 % de la valeur générée par les services fiduciaires provenait du revenu autre que d'intérêts. La demande grandissante pour les services fiduciaires provient notamment de la génération du baby-boom.

La valeur des services de financement des grandes entreprises et des institutions a fléchi de 2,6 % comparativement à 1997. De façon plus importante, la proportion de ces services a continué de diminuer, passant de 8,4 % en 1997 à 8,1 % en 1998. Dans cette catégorie, le revenu net d'intérêts a décliné de 11,1 % en 1998. Cette baisse tient en partie au rétrécissement des marges d'intérêt en raison d'une concurrence accrue de sources de financement de remplacement, en particulier des marchés de capitaux.

Pour ce qui est de la valeur des services de gestion de trésorerie et des services bancaires d'investissement, elle a diminué de 4,4 % de 1997 à 1998, mais sa part est passée de 18,0 % à 19,0 % au cours de cette période. Une instabilité accrue dans les systèmes d'échanges internationaux a atténué le marché des valeurs, d'où une chute de 6,2 % du revenu autre que d'intérêts.

Pour plus de renseignements, communiquez avec Mario Vella au (613) 951-1395 (courriel : mario.vella@statcan.ca) ou avec Martin Pacheco au (613) 951-0396 (courriel : martin.pacheco@statcan.ca), Division de l'organisation et des finances de l'industrie.

Les dépenses de consommation contribuent à la croissance du secteur des services

Au deuxième trimestre, la production du secteur des services a augmenté de 0,9 % (en chiffres absolus) par rapport au premier trimestre. Mais, comme c'est souvent le cas en période d'expansion économique, la croissance du secteur des biens a été encore plus importante (+ 1,1 %). La croissance du secteur des services est attribuable en partie à un accroissement de 1,8 % des dépenses de consommation. Il s'agit de leur plus forte augmentation enregistrée depuis le premier trimestre de 1997.

Parmi les services, c'est la branche des télécommunications et autres services de télécommunications qui a enregistré la hausse la plus forte, son produit intérieur brut ayant fait un bond de 3,8 %. Dans cette branche, les dépenses de consommation ont augmenté de 2,7 %, en raison notamment de la hausse des tarifs de câblodistribution. L'accroissement des tarifs pour les services de transport interurbain par avion, train et autobus y a également contribué.

D'avril à juin, 255 000 emplois ont été créés dans le secteur des services, en hausse de 2,4 % par rapport au premier trimestre. Cette hausse n'a toutefois rien d'inhabituel, car l'arrivée du printemps marque une intensification des activités dans bon nombre de branches du secteur, par exemple dans le commerce de détail et dans la restauration.

Le déficit commercial du Canada au chapitre des services a atteint 1,6 milliard de dollars au deuxième trimestre. Il s'agit du plus important déficit commercial pour ce secteur en un an. La hausse est due surtout à la baisse des dépenses touristiques au pays de la part des voyageurs en provenance des États-Unis.

Comparativement au deuxième trimestre de 1999, la production du secteur des services a progressé de 3,9 % (en chiffres absolus) au deuxième trimestre. Cela se compare aux taux de croissance annuels enregistrés au cours des quatre trimestres précédents. Cette hausse est cependant inférieure à celle de 6,1 % observée

Indicateurs clés des services, deuxième trimestre de 2000

	Croissance depuis le 1 ^{er} trim. de 2000	Croissance depuis le 2 ^e trim. de 1999
	%	
Produit intérieur brut (réel)	0,9	3,9
Dépenses des consommateurs	1,8	4,9
Prix	1,1	2,2
Exportations	2,3	8,7
Importations	1,0	7,6
Emploi	2,4	2,6

dans le secteur des biens. Les dépenses de consommation au chapitre des services ont augmenté de 4,9 % en valeur nominale, bien que les prix à la consommation pour les services n'aient augmenté que de 2,2 %.

Durant cette période d'un an, la production du secteur des télécommunications et autres services de télécommunications a grimpé de 17,0 %, sous l'effet de l'accroissement de la demande de services de télécommunications sans fil, de services téléphoniques et de services de transmission de données.

Du deuxième trimestre de 1999 au deuxième trimestre de 2000, 282 800 emplois ont été créés dans le secteur des services, dont plus du tiers dans la branche des soins de santé et de l'aide sociale. La création d'emplois a aussi été importante dans les branches des services de transport, du commerce de détail, des services administratifs et de soutien et des services d'hébergement. Plus de quatre emplois sur cinq étaient des postes à temps plein, de sorte que la proportion de travailleurs à temps plein se chiffre maintenant à près de 78 % des effectifs totaux du secteur. Dans le secteur des biens, cette proportion a atteint 94 %.

Le numéro du deuxième trimestre de 2000 d'Indicateurs des services (version sur Internet : 63-016-XIB, 26 \$ / 87 \$; version imprimée : 63-016-XPB, 35 \$ / 116 \$) est maintenant en vente. Pour plus de renseignements, communiquez avec Don Little au (613) 951-6739 (courriel : littdon@statcan.ca), Division des industries de service.

Les Canadiens se sentent en sécurité

Un Canadien sur quatre a été victime d'au moins un crime l'année dernière, selon les résultats de l'Enquête sociale générale (ESG) de 1999 sur la victimisation. Il s'agit d'une proportion semblable à celles qui ont été observées en 1993 (23 %) et en 1988 (24 %). Les taux de vols de biens personnels et de vols de biens du ménage ont augmenté par rapport à 1993. Les taux d'agressions sexuelles, de voies de fait, de vol qualifié, d'introduction par effraction, de vol de véhicule à moteur ou de pièces ainsi que de vandalisme sont demeurés relativement stables.

Globalement, les Canadiens se sentent plus en sécurité. Ainsi, 91 % d'entre eux se sont dits très satisfaits ou plutôt satisfaits de leur sécurité personnelle en 1999, contre 86 % en 1993. Les femmes et les hommes affichaient des niveaux de satisfaction semblables face à leur sécurité. Cependant, les femmes étaient plus craintives que les hommes dans certaines situations, par exemple lorsqu'elles attendaient ou utilisaient seules les transports en commun après la tombée de la nuit, qu'elles étaient seules chez elles en soirée ou qu'elles marchaient seules dans leur quartier une fois la nuit tombée.

Pour ce qui est du niveau de criminalité dans leur quartier, 54 % des Canadiens ont indiqué, en 1999, qu'il était demeuré relativement stable au cours des cinq années précédentes. Cette proportion était beaucoup plus élevée qu'en 1993, année où 43 % des gens avaient déclaré la même chose. En outre, 29 % de la population estimait que la criminalité dans son voisinage avait augmenté au cours des cinq années précédentes, comparativement à 46 % en 1993.

Parmi les affaires déclarées dans le cadre de l'ESG, environ 6 incidents sur 10 n'ont pas été mentionnés à la police. La baisse du taux de déclaration était particulièrement marquée dans le cas des infractions mineures, soit le vandalisme, le vol de biens du ménage et le vol de biens personnels. L'une des principales raisons pour lesquelles les victimes choisissent de ne pas signaler ces affaires, c'est qu'elles ne les jugent pas suffisamment importantes.

La victimisation n'affecte pas tous les Canadiens de façon égale. En ce qui concerne les crimes contre la personnes, les hommes et les femmes faisaient face à des risques à peu près semblables en 1999. Toutefois, les hommes étaient plus susceptibles d'être victimes de voies de fait et de vol qualifié, alors que les femmes étaient quatre fois plus susceptibles d'être victimes d'agression sexuelle. Le risque varie aussi selon l'âge, le revenu et le lieu de la résidence. Ainsi, les jeunes de 15 à 24 ans, les citadins, les personnes dont le revenu du ménage est faible et

Note aux lecteurs

Le présent article donne un aperçu des résultats de l'Enquête sociale générale de 1999 sur la victimisation, qui sont comparés aux résultats des enquêtes antérieures menées en 1993 et en 1988. Près de 26 000 personnes ont été interviewées entre février et décembre 1999, afin de déterminer leurs perceptions de la criminalité, de leur sécurité personnelle et du travail de la police et du système de justice pénale. Ce nombre représente plus du double de l'échantillon des deux enquêtes précédentes.

L'enquête a permis de mesurer la fréquence de huit infractions précises : quatre contre la personne (agression sexuelle, vol qualifié, voies de fait et vol de biens personnels) et quatre contre les biens du ménage (vandalisme, vol de biens du ménage, vol de véhicule à moteur ou de pièces et introduction par effraction).

les gens qui sortent souvent le soir étaient parmi les plus susceptibles d'être victimes d'un crime contre la personne. Quant aux crimes contre le ménage, les citadins, les personnes dont le revenu du ménage est élevé et les locataires sont parmi les plus à risque.

Les taux de victimisation étaient généralement plus élevés dans l'ouest du Canada que dans l'est du pays, tant pour les crimes contre le ménage que pour ceux contre la personne. En particulier, la région métropolitaine de Regina affichait les taux les plus élevés pour ces deux catégories de crimes, suivie de Vancouver. Le taux le plus faible de crimes contre la personne a été observé à Toronto, et le taux le plus bas de crimes contre le ménage a été enregistré dans les régions de Toronto et de Saint John. Tous ces résultats sont semblables aux données déclarées par la police.

Dans l'ensemble, plus de 80 % des Canadiens estimaient que leur force de police locale faisait un bon travail ou un travail passable lorsqu'il s'agissait de faire respecter la loi et d'assurer la sécurité des citoyens. Le niveau de satisfaction du public face à la police était légèrement plus élevé en 1999 qu'en 1993. Par contre, ils étaient moins satisfaits de la performance des tribunaux criminels, du système carcéral et du régime de libération conditionnelle.

*La publication **Juristat : La victimisation criminelle au Canada, 1999**, vol. 20, n° 10 (version sur Internet : 85-002-XIF, 8 \$ / 70 \$; version imprimée : 85-002-XPF, 10 \$ / 93 \$) est maintenant en vente. Pour plus de renseignements, communiquez avec les Services d'information à la clientèle au (613) 951-9023 ou composez sans frais le 1 800 387-2231, Centre canadien de la statistique juridique.*

Nouveautés de Statistique Canada

Technologies de l'information et des communications et commerce électronique dans l'industrie canadienne 1999

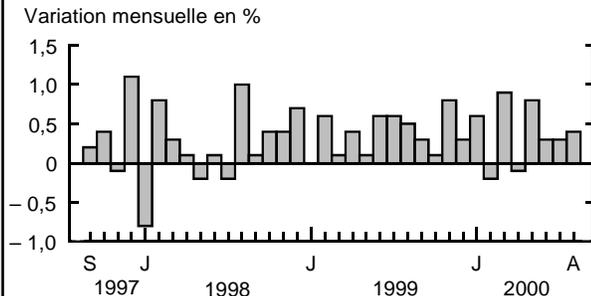
Ce rapport présente les résultats détaillés de la première enquête mondiale menée par un organisme statistique national sur la part et la valeur du commerce électronique ou des transactions commerciales effectuées par Internet pour l'ensemble de l'économie. Cette enquête, menée par Statistique Canada conjointement avec Industrie Canada, a permis entre autres de recueillir des renseignements précis concernant l'utilisation des outils informatiques et d'Internet ainsi que l'accessibilité à des sites Web dans les secteurs privé et public.

L'enquête révèle que la valeur totale des commandes reçues des clients par Internet, avec ou sans paiement en ligne, a atteint 4,4 milliards de dollars en 1999. De ce total, 4,2 milliards de dollars provenaient du secteur privé. Ce montant représente 0,2 % des recettes d'exploitation totales.

*Le document de travail **Technologies de l'information et des communications et commerce électronique dans l'industrie canadienne** (88F0006XIB, n° 4) est accessible sans frais dans le site Web de Statistique Canada à l'adresse www.statcan.ca, sous les rubriques « Produits et services », « Documents de recherche (gratuits) » et « Science et technologie », puis « Division des sciences, de l'innovation et de l'information électronique, documents de travail ». Pour plus de renseignements, communiquez avec Cathy Bakker au (613) 951-2929 (télécopieur : (613) 951-9920; courriel : cathy.bakker@statcan.ca), Division des sciences, de l'innovation et de l'information électronique.*

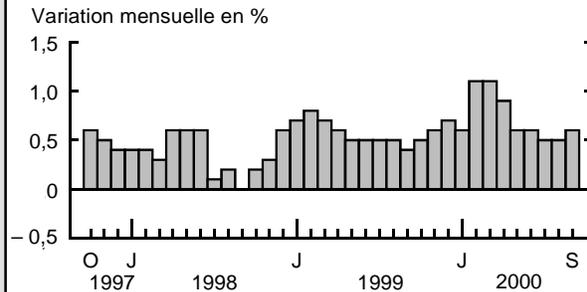
Tendances actuelles

Produit intérieur brut



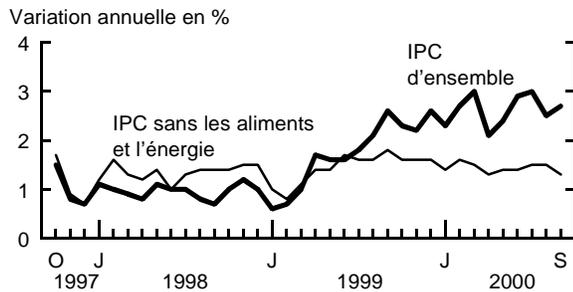
La croissance économique s'est poursuivie à un rythme constant en août, le produit intérieur brut ayant augmenté de 0,4 %.

Indice composite



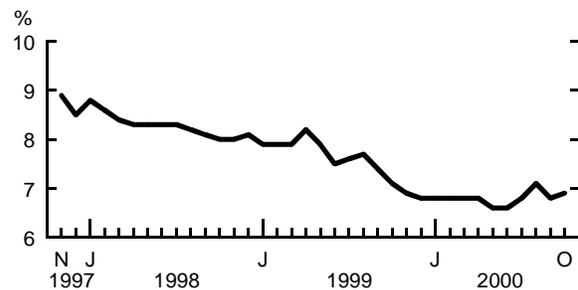
L'indicateur avancé a mis fin à sa décélération amorcée en avril, enregistrant une progression de 0,6 % en septembre.

Indice des prix à la consommation



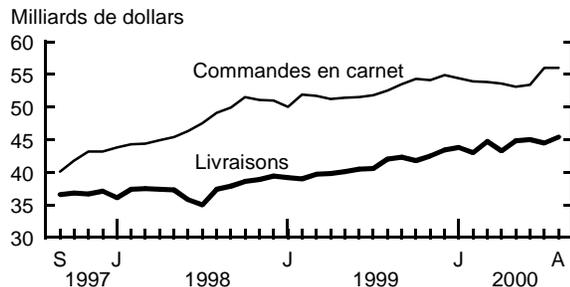
En septembre, les prix à la consommation de biens et de services étaient supérieurs de 2,7 % à ceux d'il y a un an. Sans les aliments et l'énergie, les prix ont augmenté de 1,3 %.

Taux de chômage



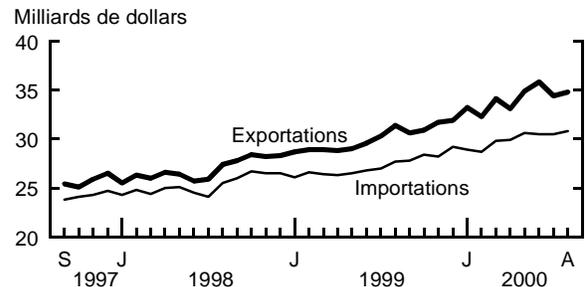
En octobre, le taux de chômage a augmenté de 0,1 point de pourcentage pour s'établir à 6,9 %, alors que plus de personnes ont joint les rangs de la population active.

Fabrication



Les livraisons des fabricants se sont accrues de 2,0 % en août, pour totaliser 45,4 milliards de dollars. Les commandes en carnet se sont maintenues à 56,0 milliards de dollars.

Commerce des marchandises



En août, les exportations ont grimpé de 1,0 % par rapport à juillet, pour se fixer à 34,8 milliards de dollars. Les importations ont augmenté de 0,8 %, pour s'établir à 30,8 milliards de dollars.

Note : Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception de l'Indice des prix à la consommation.

Dernières statistiques

	Période	Niveau	Variation (période précédente)	Variation (année précédente)
GÉNÉRAL				
Produit intérieur brut (milliards de dollars de 1992)	août	792,6	0,4 %	4,4 %
Indice composite (1992 = 100)	octobre*	167,6	0,7 %	9,0 %
Bénéfices d'exploitation des sociétés (milliards de dollars)	2 ^e trim. de 2000	51,9	1,7 %	21,6 %
Taux d'utilisation de la capacité industrielle (%)	2 ^e trim. de 2000	87,9	0,4 †	4,1 †
DEMANDE INTÉRIEURE				
Ventes au détail (milliards de dollars)	août	23,4	0,1 %	5,7 %
Ventes des grands magasins (milliards de dollars)	septembre	1,49	- 1,1 %	- 4,4 %
Ventes de véhicules automobiles neufs (milliers d'unités)	septembre*	142,5	1,8 %	7,8 %
Ventes en gros (milliards de dollars)	août	32,0	- 0,8 %	5,6 %
EMPLOI				
Personnes occupées (millions)	octobre	14,98	0,1 %	2,3 %
Taux de chômage (%)	octobre	6,9	0,1 †	- 0,2 †
Taux d'activité (%)	octobre	66,0	0,1 †	0,5 †
Rémunération hebdomadaire moyenne (dollars)	août	630,37	0,6 %	3,0 %
Indice de l'offre d'emploi (1996 = 100)	octobre	178	2,3 %	8,5 %
COMMERCE INTERNATIONAL				
Exportations de marchandises (milliards de dollars)	août	34,8	1,0 %	10,7 %
Importations de marchandises (milliards de dollars)	août	30,8	0,8 %	11,3 %
Balance commerciale (tous les chiffres sont en milliards de dollars)	août	4,0	0,1	0,2
FABRICATION				
Livraisons (milliards de dollars)	août	45,4	2,0 %	8,0 %
Nouvelles commandes (milliards de dollars)	août	45,4	- 3,6 %	6,2 %
Commandes en carnet (milliards de dollars)	août	56,0	0,0 %	6,6 %
Ratio des stocks aux livraisons	août	1,32	- 0,01	0,05
PRIX				
Indice des prix à la consommation (1992 = 100)	septembre	114,4	0,4 %	2,7 %
Indice des prix des produits industriels (1992 = 100)	septembre	128,4	0,5 %	4,0 %
Indice des prix des matières brutes (1992 = 100)	septembre	149,1	3,0 %	18,1 %
Indice des prix des logements neufs (1992 = 100)	septembre*	103,7	0,2 %	2,4 %

Note : Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception des indices de prix.

* Nouveau cette semaine.

† Points de pourcentage.

Infomat

Bulletin hebdomadaire

Rédactrice en chef : Caroline Olivier, (613) 951-1189; olivcar@statcan.ca.
 Chef, Diffusion officielle : Madeleine Simard, (613) 951-1088; simamad@statcan.ca.

Publié par la Sous-section de la diffusion officielle, Division des communications, Statistique Canada, immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, Ottawa (Ontario), K1A 0T6.

Prix au numéro : version imprimée, 4 \$; version sur Internet, 3 \$. Abonnement annuel : version imprimée, 145 \$; version sur Internet, 109 \$. Les prix sont exprimés en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Abonnements : Envoyez un mandat postal ou un chèque à l'ordre du Receveur général du Canada, Statistique Canada, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 0T6, ou commandez par téléphone : au Canada et à l'extérieur du Canada, composez le (613) 951-7277 ou le 1 800 700-1033. Il est également possible d'envoyer un courriel à l'adresse order@statcan.ca.

La diffusion (officielle) de toute information statistique produite par Statistique Canada se fait d'abord dans *Le Quotidien* (www.statcan.ca), qui est disponible dès 8 h 30. *Le Quotidien* présente les faits saillants de nouvelles diffusions de données, de même que les sources, les liens et le nom de personnes-ressources avec qui communiquer pour obtenir de l'information supplémentaire. Il comprend également les calendriers des principaux communiqués à venir et annonce les nouveaux produits et services de Statistique Canada.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2000. Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa (Ontario), Canada, K1A 0T6.

Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de l'« American National Standard for Information Sciences – Permanence of Paper for Printed Library Materials », ANSI Z39.48 – 1984.



Produits diffusés du 9 au 15 novembre 2000

DOMAINE / Titre du produit	Période	Numéro au catalogue	Prix (\$) (Numéro / Abonnement)
AGRICULTURE			
Le commerce des grains au Canada	1998-1999	22-201-XIB	33
Production d'œufs	septembre 2000	23-003-XPB	110
CULTURE, TOURISME ET CENTRE DE LA STATISTIQUE DE L'ÉDUCATION			
La culture en perspective, vol. 12, n° 2		87-004-XIF	7 / 20
La culture en perspective, vol. 12, n° 2		87-004-XPB	9 / 27
FABRICATION, CONSTRUCTION ET ÉNERGIE			
Approvisionnement et disposition du pétrole brut et du gaz naturel	juillet 2000	26-006-XPB	19 / 186
Fer et acier primaire	septembre 2000	41-001-XIB	5 / 47
Production et livraisons de tuyaux et tubes en acier	septembre 2000	41-011-XIB	5 / 47
Produits chimiques industriels et résines synthétiques	septembre 2000	46-002-XIB	5 / 47
Produits pétroliers raffinés	mai 2000	45-004-XIB	16 / 155
Produits pétroliers raffinés	mai 2000	45-004-XPB	21 / 206
Transport et distribution du gaz naturel	juillet 2000	55-002-XIB	13 / 125
INVESTISSEMENT ET STOCK DE CAPITAL			
Permis de bâtir	septembre 2000	64-001-XIB	19 / 186
MESURES ET ANALYSE DES INDUSTRIES			
L'horizon industriel sur CD-ROM	novembre 2000	15F0015XCB	995
SCIENCES, INNOVATION ET INFORMATION ÉLECTRONIQUE			
Technologie de l'information et des communications et commerce électronique dans l'industrie canadienne, n° 4	novembre 2000	88F0006XIB	gratuit
STATISTIQUE DU TRAVAIL			
Emploi, gains et durée du travail	août 2000	72-002-XPB	32 / 320

Les numéros au catalogue se terminant par -XIB ou -XIF représentent la version électronique sur Internet; -XMB ou -XMF, la version microfiche; -XPB ou -XPF, la version imprimée; -XDB, la version électronique sur disquette; et -XCB, celle sur CD-ROM. (La lettre B indique que le produit est bilingue et la lettre F signifie que le produit est en français.)

Note : Les prix des produits sont exprimés en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Pour commander les produits et services

Pour commander *Infomat* ou l'un ou l'autre des produits précités :

Ayez en main • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de carte VISA ou MasterCard.

Au Canada et à l'extérieur du Canada, composez : **(613) 951-7277** ou **1 800 267-6677**

Pour envoyer votre commande par télécopieur : **(613) 951-1584** ou **1 877 287-4369**

Courrier électronique : **order@statcan.ca**

Pour commander sur Internet : Allez sur le site Web de Statistique Canada à l'adresse www.statcan.ca sous la rubrique « Produits et services ».

Pour commander par la poste, écrivez à : Statistique Canada, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 0T6.

Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du Receveur général du Canada / Publications.

Les centres de consultation régionaux de Statistique Canada offrent toute une gamme de produits et services.

Pour trouver le centre le plus près, consultez les pages bleues de l'annuaire téléphonique sous « Statistique Canada ».

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Changement d'adresse : Ayez en main votre numéro de compte et composez l'un des numéros ci-dessus.

Visitez Statistique Canada sur Internet en tout temps à l'adresse www.statcan.ca. La base de données CANSIM est accessible sous la rubrique « Produits et services ». Il est également possible de consulter divers tableaux sous la rubrique « Le Canada en statistiques ».